**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** Mauritanie

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL : Annuel**

**ANNEE DE RAPPORT :** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** Consolidation de la paix et promotion de la cohésion sociale à travers le renforcement de la résilience communautaire face au changement climatique dans les zones frontalières du Guidimakha**Numéro Projet / MPTF Gateway :** UNJP/MAU/040/PBF |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :**[x]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**  N/a | **Type et nom d’agence récipiendaire :** PAM (Agence Lead)FAO |
| **Date du premier transfert de fonds :** Septembre 2020**Date de fin de projet :** Mars 2022 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre ?** Oui |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[x]  Initiative de promotion du genre[x]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** PAM $ 750000.00FAO $ 750000.00Total: $ 1500000.00Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet : 61%[[1]](#footnote-2) soit $ 910,522.80\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgétisation sensible au genre :**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ 692,696 soit 46 %Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes : $ 418,840 soit 46% |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area ») :**  |
| **Préparation du rapport :**Rapport préparé par: Equipe technique inter-agences, sous la Lead du PAMRapport approuvé par: Le Secrétariat PBFLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Oui |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet (limite 1500 caractères)**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Comme mentionné dans le précédent rapport intermédiaire, le projet a démarré en novembre 2020 et, au moment de la rédaction de ce rapport (novembre 2021), le taux de réalisation global du projet est autour de 55%. Le taux de réalisation est de 63% pour le résultat 1. Une bonne progression a été enregistrée grâce aux différentes rencontres avec les structures locales, les formations de ces structures sur les thématiques de consolidation de la paix, les vulgarisations des différents codes ont été également réalisées, etc.

Le taux de réalisation est de 48% pour le résultat 2. La progression a été ralentie à cause de la saison des pluies qui n’a pas permis de construire des infrastructures. Néanmoins on a pu réaliser des équipements solaires dans des jardins maraicher, des formations des bénéficiaires, des balisages des couloirs, etc.

Toutes les **activités préparatoires[[2]](#footnote-3)** ont été achevées au cours de l’année 2021. Vu le retard accusé au moment du démarrage des activités (déjà mentionné dans le précédent rapport intermédiaire), à partir d’avril 2021, le PAM et la FAO ont élaboré des **plans d’action trimestriels[[3]](#footnote-4)** définissant les activités et résultats attendus par partenaires. De plus, les deux agences ont mis en place un nouveau **mécanisme de suivi[[4]](#footnote-5)** de l’état d’avancement des activités.

Afin d’identifier des pistes de collaboration/synergie avec le projet transfrontalier Mali-Mauritanie (mis en œuvre conjointement par l’OIM et la FAO), suite à une rencontre en août 2021, Boully, Ould Yenge et Baydiam ont été identifiés comme des zones d’intervention commune et d’autres rencontres sont planifiées pour la prochaine période afin de renforcer la coordination et éviter les chevauchements entre les activités.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

La **prochaine période** sera caractérisée par

* La poursuite de la réalisation des **infrastructures communautaires** notamment la création des points d’eau par des systèmes de pompage solaire, la restauration des zones de pâturage, la matérialisation des pistes à bétail, les AGR en faveur des femmes et des jeunes, etc...
* L’organisation des **journées pour la concertation et les échanges sur la gestion des conflits**, notamment ceux liés à la gestion des ressources naturelles dans un contexte de changement climatique. Cette rencontre (prévue pour 3 jours) sera axée sur la gestion des ressources naturelles (notamment les forêts et les ressources en eau) et la gestion des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Elle sera adressée aux acteurs locaux, notamment les Associations pour la gestion locale et collective (AGLC).
* La participation à l’organisation et au soutien **d’évènements et festivals pour les jeunes** (hommes et femmes) visant à sensibiliser sur l’importance de préserver les ressources naturelles et leur rôle dans la promotion de la paix.
* L’organisation des **visites d’échange** entre les différentes club DIMITRA et les coopératives féminines pour favoriser le partage d’expérience et les bonnes pratiques en matière de cohésion sociale.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

**Au niveau structurel et institutionnel**, les autorités communales ont été sensibilisées et s’impliquent dans la mise en œuvre des différents mécanismes prévus, notamment

* les Associations pour la gestion locale et collective (AGLC),
* les ateliers sur les différents codes pastoraux et forestiers et
* l’intégration des Planifications Communautaires Participatives (PCPs) dans les Plans de développement communal (PDC).

Ceci permet de mettre en lumière et adresser les spécificités et les besoins des villages, qu’autrement n’auraient pas pris en compte au niveau institutionnel.

De plus, l’Intercommunale du Karakoro (INKA), structure déjà existante au niveau locale, a été redynamisée et est maintenant un mécanisme pérenne de gestion intercommunal et transfrontalier. Elle regroupe tous les maires de la zone d’intervention du projet et se réunit tous les 3 mois pour faire le suivi des activités et faire remonter les informations au niveau régional. Parmi d’autres, un impact notable est l’institutionnalisation du principe de proximité, qui signifie que les décisions doivent être prises au plus près des personnes en associant le plus efficacement possible les administrations nationales et locales. Ceci permet aussi de décharger et alléger la charge administrative au niveau central.

**Au niveau sociétal**, l’impact positif de l’intervention du projet sur les populations bénéficiaires peut se résumer comme suit. Dans le cadre de l’appui aux coopératives maraichères, et après avoir sécurisé les champs (un total de 9 hectares a été clôturé), une augmentation significative de la production de à peu près 30% de certaines spéculations hivernales céréalières à cycle court (comme le maïs, niébé et sorgho) a été notée. Ceci a eu un impact remarquable sur les réserves alimentaires des ménages ainsi que sur les revenus des membres des coopératives, notamment les femmes et les jeunes. De plus, le fait que les communautés exercent leurs activités au quotidien ensemble et tiennent des réunions de façon régulière a contribué à renforcer la cohésion sociale intracommunautaire[[5]](#footnote-6). De plus, l’augmentation de cette production agricole céréalière a également permis d’améliorer le revenu et l’état nutritionnel des ménages vivant dans les sites et pourra, dans un futur proche, aussi apporter une valeur nutritive supplémentaire aux repas servis aux élèves des cantines scolaires. Enfin, la mise en place des moyens d’exhaures (pompes solaires, bassins de stockage et de distribution d’eau), la construction des châteaux d’eau et des abreuvoirs n’ont pas seulement permis d’économiser le temps et les efforts physiques pour remonter de l’eau dans les villages, mais il a aussi favorisé l’accès à l’eau potable permettant ainsi de réduire les maladies diarrhéiques et parasitaires et les risques des conflits liés aux ressources naturelles.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (Limite de 2000 caractères) :

Le projet, à travers les plans communautaires participatifs (PCP), a permis à tous les segments de la société (y compris les femmes et les jeunes) de s’exprimer et de prendre en compte leurs points de vue au moment de l’identification des solutions aux problèmes qui affectaient la cohésion sociale de leur village ou limitaient l’accès équitable aux ressources naturelles.

Notamment, la mise en place des clubs DIMITRA (espaces de dialogue réunissant toutes les catégories d’âge et de sexe) a déclenché un dialogue inclusif au sein des villages ciblés, permettant à tout le monde de contribuer activement aux efforts de construction de leurs localités, tâches réservées jadis aux notables et personnes âgées qui étaient les interlocuteurs exclusifs auprès de l’ensembles des intervenants.

Suite à la création et le balisage des couloirs de passage pour les animaux, et à la sécurisation des champs contre la divagation des animaux et l’établissement des accords sociaux, un nombre plus faible d’invasions animales a été enregistré, comparé aux années précédentes. En effet 34 cas en 2018, 33 cas en 2019 et 14 cas en 2020 avaient été enregistrés. En 2021 à la date du présent rapport on en dénombre seulement 11 cas. Les dialogues et des rencontres avec les bénéficiaires dans le cadre du suivi et la collecte d’informations (notamment à travers les sites sentinelles et relais pasteurs), ont permis de noter que les activités contribuent à la prise de conscience des agriculteurs et des éleveurs concernant l’importance des ressources naturelles et la nécessité de les préserver, dans une responsabilité partagée.

La vulgarisation des codes pastoral, forestier et la gestion des conflits a permis de combler le vide et la méconnaissance des populations agriculteurs et éleveurs en matière de législation rurale, aussi elle a considérablement contribué à la bonne prise de conscience des populations pour un meilleur accès de tous aux ressources naturelles. La plupart des conflits proviennent de l’ignorance des éleveurs et agriculteurs des codes forestiers et pastoraux. Après notamment les ateliers de vulgarisation, toute la communauté cible est au courant de ces codes et des sanctions en cas de violation. La connaissance de ces codes a permis aux communautés de savoir les droits et les devoirs des agriculteurs et des éleveurs et de comprendre qu’il existe des instances légales de régulation des conflits.

Pour illustrer tous ces changements positifs, un témoignage de la présidente de la coopérative de Yagrou Kafo dans la commune de Baydiam : « *Avec l’appui du projet PBF nous avons pu clôturer notre champ et faire l’irrigation plus facilement grâce aux pompes d’eau à énergie solaire. D’autres femmes se sont jointes à nous ce qui a amélioré pas seulement notre production agricole mais aussi la cohésion sociale entre les différents ménages du villages* ».

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin : janvier-juin ; pour les rapports de novembre : janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat1 : La cohésion sociale est renforcée par la mise en place de mécanismes inclusifs, de prévention et de gestion de conflits liés au partage des ressources naturelles.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **(55%)**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Pendant la période de Juillet, Aout, Septembre et Octobre, l’état d’avancement du Résultat 1 a connu une forte accélération, en passant de 16 %[[6]](#footnote-7) de complétude a 63%.

Des efforts significatifs ont été déployés pour renforcer les mécanismes de dialogue entre les communautés pour une gestion durable et pacifique des ressources naturelles. Cela a été possible grâce (i) à la mise en place des structures permanentes de dialogue social, notamment la formation des clubs DIMITRA dans 5 villages (en raison d’un village par commune)[[7]](#footnote-8), composées de 30 personnes par village (50% de femmes et 50% d’hommes), soit un total de 150 bénéficiaires ; (ii) ainsi que la mise en place de l’Inter-communauté du Karakoro (INKA), mécanisme de gestion des conflits intercommunal et transfrontalier, composé des maires des communes du bassin du Karakoro. Soit les clubs DIMITRA soit l’inter-communauté du Karakoro ont été renforcés en capacité sur la gestion des conflits existantes dans leurs communautés.

De façon concrète, dix formations au profit des communautés situées autour des couloirs de passage des transhumants ont été réalisées (au bénéfice de 30 femmes et 20 hommes) sur la confection des balises. Les travaux d’installation de ces balises sont en cours sur le leadership des communautés formées. En complément, l’élaboration et la lecture des accords sociaux est aussi en cours entre les communautés agricoles et les éleveurs pour désigner et gérer les espaces dédiées aux activités agricoles et pastorales.

En ce qui concerne le renforcement des capacités des autorités locales (**produit 1.2**), **les capacités des autorités** sur le processus des PCPs ont été renforcées. Les PCPs, outil de planification inclusive, dans le cadre du projet ont le rôle d’intégrer des aspects de gestion de ressources naturelle dans les plans de développement des communes. Des ateliers de PCP ont été organisés pour les 7 communes ciblée par le projet sous la supervision de l’équipe du projet, au cours desquelles les maires ont salué la pertinence de l’outil PCP et se sont engagés à prendre en considération les problématiques posées par les communautés lors des ateliers PCP. De plus, **la connaissance des communautés sur** l’importance des textes en vigueur pour la gestion intégrée de ressources naturelles a été améliorée.

En parallèle, **les autorités et les communautés ciblées ont été sensibilisées** sur les objectifs et les résultats attendus du projet. Le *modus operandi* était le suivant : sensibiliser les Hakems (les préfets) des départements concernés (Ould Yengé et Ghabou) ; ensuite, informer et sensibiliser les maires ; et enfin, atteindre les communautés. En termes de personnes touchées, 782 personnes (54% de femmes et 46% d’hommes) ont bénéficié des séances de sensibilisation dans 26 communautés.

Toujours dans le même cadre, **la connaissance des communautés** situées sur le bassin versant du Karakoro sur l’importance des textes en vigueur pour la gestion intégrée de ressources naturelles a été améliorée à travers les activités de vulgarisationdes codes pastoraux et forestiers qui a vu la participation de 324 personnes (45% femmes et 55% hommes). Il s’agissait plus spécifiquement de les former sur les législations liées au code pastoral et code forestier, afin d’aboutir à une gestion plus rationnelle et efficaces de ces ressources.

En ce qui concerne la mise en place d’un système facilitant le suivi et la remontée des informations sur les risques de conflit, des rencontres ont eu lieu entre le PAM, le CSA et ACF au niveau du Guidimakha. ACF conduit actuellement une évaluation pour identifier les gaps de fonctionnement de ces sites sentinelles et, ensuite, identifier l’appui nécessaire en termes de formations et des équipements. En fin de capitaliser les acquis, le projet est dans l’attente de études pour pouvoir mieux assister les site sentinelles existant.

Une mission pour la redynamisation et la mise en place des cinq commissions communales responsables de l’analyse des transhumances et l’arbitrage des litiges dans les communes d’intervention a eu lieu. Ces 5 commissions ont été redynamisées en présence des maires des communes, élargies aux femmes et aux jeunes (10 femmes et 30 jeunes) et couvrent l’ensemble de l’espace géographique de la commune. Elles facilitent l’échange d’information pour permettre une résolution rapide des litiges. Cela a eu pour résultat, la relution de deux (2) conflits opposant des paysans maliens à des éleveurs mauritaniens.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Tous les dialogues et discussions conduits pendant la période ont largement donné place aux femmes et aux jeunes pour exprimer leurs points de vue. De même, le principe d’égalité et d’autonomisation des femmes et des jeunes a été largement accepté par les communautés dès les premières discussions. Ce principe sera reflété dans la mise en place des structures communautaires et surtout dans la réalisation des activités du résultat 2. A titre d’exemple, les structures de gestion des coopératives dans les jardins maraîchers, dans les boutiques communautaires, etc. seront largement dominées par la gouvernance des femmes et les jeunes.

**Résultat 2 : La résilience communautaire renforcée à travers l’amélioration de l’accès équitable et pacifique aux ressources naturelles permet de réduire le risque de conflit violents**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Le résultat 2 montre un niveau de complétude du 48%.

* Des avancées significatives ont été faites en ce qui concerne la **construction/réhabilitation d'ouvrages de rétention d'eau** favorisant les activités agropastorales des communes. Suite aux résultats du PCP, deux sites (dans le département de Ghabou) ont été retenus pour la mise en œuvre des activités de construction/réhabilitation des ouvrages de rétention d’eau. Ces sites ont été identifiés à partir des concertations avec les communautés sur la base des plans d’action communautaires. Les activités de construction et de réhabilitation des ouvrages n’ont pas encore démarré dans les deux sites car les communautés étaient occupées par les travaux dans leurs champs. Cependant, les activités relatives au ciblage des ménages pour la réalisation des travaux et les levées topographiques ont été effectuées. En tout 450 personnes (62% femmes et 38% hommes) ont été ciblées. 12 ouvrages hydrauliques prioritaires (villageois et pastoraux) ont été identifiés et équipés en moyens d’exhaure et de stockage pour renforcer et atténuer la pression sur les ressources en eau, considérées comme sources des conflits. Ces ouvrages hydrauliques ont été identifiés comme prioritaires par les autorités locales et les communautés. 12 villages (listés ci-dessous) ont bénéficié de cet appui à travers l’équipement des puits par des systèmes de pompage solaire, le surcreusement des puits et la formation sur la maintenance et gestion de ces équipements. Les communautés ont été sensibilisées sur le fait qu’un pompage d’eau par énergie solaire, qu’il soit destiné à la consommation humaine ou agriculture, est un investissement important qui améliorera l’accès à l’eau de boisson et que sa maintenance est cruciale pour le bon fonctionnement.

|  |
| --- |
| Liste des 12 villages bénéficiaires d'un système de pompage solaire d'approvisionnement en eau potable et optimisation hydraulique |
| Moughataa | **Commune** | **Village** | **Matériel fourni pour chaque village** |
| Ghabou | Souvi | Boulehaye  | * Une pompe solaire débit 4 m3/h
* Château à d’eau de 10m3
* 4 panneaux solaires
* un rouleau de grillage, un rouleau barbelé et 7 cornières
 |
| Ghabou | Goupou Mody  | * Une pompe solaire débit 4 m3/h
* 4 panneaux solaires
* Château à d’eau de 10m3
* un rouleau de grillage, un rouleau barbelé et 7 cornières
 |
| Ghabou | Ouied Amour Ehl Soueleck | * Abreuvoir
* Surcreusement d’un puits
 |
| Souvi | Belele sene | * Abreuvoir
* Surcreusement d’un puits (10m)
 |
| Ghabou | Serghou | * Abreuvoir
* Surcreusement d’un puits(10m)
 |
| Baidiam | Kankou | * Pompe solaire débit 6 m3/h
* Château à d’eau
* 8 panneaux solaires
* Abreuvoir
* deux rouleaux de grillage, un rouleau barbelé et 12 cornières
 |
| Souvi | Kecha | * un pompe solaire débit 6 m3/h
* Château à d’eau
* 8 panneaux solaires
* deux rouleaux de grillage, un rouleau barbelé et 12 cornières
 |
| Souvi | Ehl Issa Baba | * Une pompe solaire débit 6 m3/h
* 6 panneaux solaires
* un rouleau de grillage, un rouleau barbelé et 9 cornières
 |
| Bouly | Doubelle | * Surcreusement d’un puits (10m)
* Une pompe solaire
* 4 panneaux solaire
* un rouleau de grillage, un rouleau barbelé et 7 cornières
 |
| Ould Yenge | Souvi | Waerat Ehl Levdhil | * Surcreusement d’un puits (10m)
* Une pompe solaire
* 4 panneau solaire
* Abreuvoir
* Château à d’eau de 10 m3
* un rouleau de grillage, un rouleau barbelé et 7 cornières
 |
| Ould yenge | Ehl Ebeidi  | * Un pompe solaire débit 8 m3/h
* 16 panneaux solaires
* Château à d’eau
* 3 rouleaux de grillage, un rouleau barbelé et 19 cornières
 |

* Dans le cadre du produit 2.2 qui fait référence à la **construction des ouvrages** qui limitent l'impact du changement climatique et favorisent la stabilisation des relations entre les communautés, des importants avancements sont à signaler. Premièrement, par rapport à la **construction/réhabilitation d’ouvrages pour la redynamisation des cultures maraichères**, suite à l’identification des 7 sites, les clôtures ont été réalisées sur des périmètres de 9 hectares, 5 bassins de capacités 12 m3 chacun ont été construits pour facilite le stockage et la distribution d’eau afin d’optimiser la quantité d’eau utilisée pour l’irrigation ; une quantité de 45 kg (30 kg semences fourrages et 15 kg des semences maraichères) a été distribuée aux coopératives bénéficiaires. Suit une mission de formation sur les itinéraires techniques des cultures maraichères organisée par la délégation régionale du Ministère de l’agriculture avec l’appui technique de la FAO, ces coopératives ont bénéficié également des matériels d’exhaure et l’installation des systèmes de pompage solaire. À la fin de cette formation les capacités des coopératives ont été renforcée en matière de maintenance et gestion des équipements solaires.



Photo Crédit : FAO, Formation pratique sur la maintenance des panneaux solaires, Baydem

* Concernant la **construction/réhabilitation d’ouvrages de rétention d’eau**, des sessions de sensibilisation des communautés sur les actifs à mettre en place ont été conduite du 3 au 10 août 2021. Cependant, les activités relatives au délitage/ramassage et transport/construction n'ont pu démarrer car les communautés étaient engagées sur d’autres travaux. Le début de ces activités est prévu pour novembre 2021.
* En ce qui concerne l’activité de **délimitation d'aire pour la régénération naturelle et d'aires de pâturage,** des missions d’information et de sensibilisation du partenaire GNAP ont été conduites au mois de septembre 2021 dans les deux communes ciblées afin de préparer les communautés à l’identification et la mise en place de bosquets. A l’issue de ses missions, deux sites de 72 ha chacun ont été mis en place au niveau de la commune d’Ould Yengé. Tandis qu’au niveau de Ghabou, les concertations communautaires sont encore en cours.

  

*Cartographies des deux sites selectionnés*

* Toutefois, il importe de signaler que les règles de gestion des aires déjà identifiées sont en train d’être élaborées puis partagées avec les communautés pour approbation.
* A la demande des communautés bénéficiaires, vue la mauvaise pluviométrie et la volonté de sauver les maigres ressources fourragères disponibles, cette activité a été renforcée par une activité complémentaire et conjoncturelle, « **la réalisation de pares-feux manuels contre les feux de brousse »**. En début d’année 2021, des Associations de Gestion Locale Collective des ressources naturelles ont alerté sur la situation des pâturages menacés par les feux de brousse pendant la période sèche. Sept d’entre elles dont quatre dans la zone du projet PBF ont bénéficié d’un appui et encadrement technique, du petit matériel de travail (brouettes, pelles, hache, fourche, etc.) et un incitatif financier de 170 MRU par personne et par jour de travail. Cet appui a permis d’ouvrir des pares-feux manuels pour une longueur cumulée estimée à plus de 200 km. Cette activité contribuera à préserver le potentiel fourrager pour les animaux. Au total 153 personnes (dont 23% des femmes) ont participé à la réalisation de cette activité et ont permis d’assister 918 bénéficiaires au niveau des ménages.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le projet, à travers les plans communautaires participatifs (PCP), a permis à tous les segments de la société (y compris les femmes et les jeunes) de s’exprimer et de prendre en compte leurs points de vue au moment de l’identification des solutions aux problèmes qui affectaient la cohésion sociale de leur village ou limitaient l’accès équitable aux ressources naturelles. Notamment, la mise en place des clubs DIMITRA (espaces de dialogue réunissant toutes les catégories d’âges et de sexes) a déclenché un dialogue inclusif au sein des villages ciblés, permettant à tout le monde de contribuer activement aux efforts de construction de leurs localités, tâches réservées jadis aux notables et personnes âgées qui étaient les interlocuteurs exclusifs auprès de l’ensembles des intervenants. Chaque club DIMITRA est composé de 30 personnes, dont 15 femmes et dans les comités de résolution des conflits, les femmes sont représentées à la hauteur de 3 sur 5. De plus, tous les partenaires d’exécution ont recruté une chargée du genre, ce qui a permis d’impliquer et de responsabiliser les femmes dans les comités chargés de négociation sur les couloirs de passage et les travaux communautaires pour le balisage.

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Du 21 au 26 Février 2021, une mission de suivi de l’équipe du bureau du coordination résident et secrétariat PBF a eu lieu dans les zones d’intervention du projet. Merci de faire référence au rapport de la mission, en annexe à ce rapport.* *Du 1 au 11 Octobre 2021, une mission du Secrétariat du PBF s’est rendue sur le terrain ayant comme objectif principal de faire le point sur l’état de la mise en œuvre effective des activités* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? Oui, grâce à l’étude de Baseline. Merci de faire référence au tableau de la section IV. Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Oui.  |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? Non | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire) :  $20,000   Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* :     Une demande d’extension sans coût a été soumise pour approbation. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):n/a                     |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Non |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Donnée de référence** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****La cohésion sociale est renforcée par une approche inclusive, participative et collective en vue d’assurer une gestion pacifique des ressources naturelles et l’amélioration des divers moyens d’existence.** | Indicateur 1.a**Nombre des personnes qui ont rapporté une amélioration de la cohésion sociale notoire dans la communauté** | 50,4 % | >80% | Pas disponible | Pas disponible  | L’enquête n’a pas encore été réalisée |
| Indicateur 1.b**Une liste de propositions de solutions assurant une meilleure cohésion sociale dans la gestion des ressources naturelles est établie** | 0 | 1 | Pas disponible  | Pas disponible  |    L’enquête n’a pas encore été réalisée  |
| Indicateur 1c***Au moins une structure inclusive de médiation et de gestion de conflit est mise en place et opérationnelle dans chaque communauté assistée*** | N/A | 1 | 1 | 20 | En raison du retard dans le démarrage du projet, il a été décidé de s’appuyer sur les organismes existants au lieu de créer une nouvelle structure et travailler pour renforcer leurs capacités.  |
|  | Indicateur 1e***Proportion des communautés assistées disposant de comités mixtes (hommes et femmes) opérationnels assurant le suivi de la gestion concertée et le partage équitable et rationnelle des ressources naturelles entre les différentes composantes de la communauté*** | 0 | 100% | Pas disponible  | Pas disponible  | Activité prévue dans les mois prochains (enquête de terrain) |
| Produit 1.1**Renforcer le dialogue entre les différents utilisateurs des zones ciblées pour favoriser la compréhension des besoins de chacun et trouver des solutions et compromis permettant une gestion durable et pacifique des terroirs** | Indicateur 1.1.1**Nombre de structures mises en place dans le cadre du dialogue social** | 2 | 8 | 4  | 5[[8]](#endnote-2) |  |
| Indicateur 1.1.2**Nombres de PCP conduits avec la participation des hommes et des femmes et de tous les acteurs clés, ayant abouti à des choix stratégiques pour la communauté** | 0 | 10 | 10 | 10 |  |
| Indicateur 1.1.3**Nombre de participants (homme et femmes, jeunes et adultes) dans les PCP et les regroupements autour des intérêts sociaux ou professionnels de la communauté** | 36 | 110 | 110 | 303 | 303 personnes ont participé à l’élaboration des PCPs |
| Indicateur 1.1.4***Nombre de jeunes, hommes et femmes appuyés dans le domaine du maintien de la cohésion sociale et du respect*** | 564 | 564 | 338  | 250 | Mission de mise en place des clubs DIMITRA + Atelier de renforcement des capacités des AGLC |
| Indicateur 1.1.5***Nombre de comités mixtes (hommes et femmes) chargés du dialogue avec les transhumants et des nomades mis en place et opérationnels*** | 69% | 1 par communauté pour un total de 22 comites  | 13 | 22 | 22 Comités de négociation ont été mis en place sur le long des couloirs de transhumances  |
| Indicateur 1.1.6***Nombre de comités mixtes (hommes et femmes) mis en place et opérationnels, pour le suivi de la gestion concertée et inclusive des ressources naturelles et leur partage équitable et rationnelle entre les différentes composantes de la communauté***  | 54% | 1 comité par communauté, donc 10 comités (1 par PCP)  | 6 | 10 | Les 10 comités ont été mis en place  |
| Produit 1.2**Appuyer les autorités locales dans la mise en place d’une meilleure gestion des ressources naturelles favorisant la cohabitation pacifique** | Indicateur 1.2.1***Nombre d’institutions décentralisées (au niveau communautaire) ayant été renforcées/formées sur l’élaboration de PCP*** | 5 | 5 | 3 | 2 | Activité exécutée 2/5  |
| Indicateur 1.2.2***Nombre de personnes (hommes et femmes) ayant été formées ou sensibilisées sur les codes pastoraux et forestières*** | 0 | 360 | 216 | 324 | 324 personnes enregistrées au moment de la formation, la cible sera atteinte au cours d’autres formations |
| **Produit 1.3****Mettre en place un système facilitant le suivi et la remontée des informations sur les risques de conflit favorisant ainsi la cohabitation pacifique** | Indicateur 1.3.1 ***Nombre de sites sentinelles mis en place*** | 2 | 10 | 6 | 6 | 6 Sites Sentinelles mises en place par ACF sont appuyés dans le cadre du projet |
| Indicateur 1.3.2 ***Mécanisme d’alerte précoce mis en place*** | 10 | 27 | 16 | 27 | 10 Relais Pasteurs et 6 Sites Sentinelles. Le projet se base sur les mécanismes existants (relais pasteurs et sites sentinelles). Un appui est programmé en termes de formation et équipement en matériel de communication (smartphones et accessoires)  |
| Indicateur 1.3.3  ***Document de bonne pratiques élaborés*** | 0 | 1 | Pas disponible  | Pas disponible  | A la fin du projet |
| **Résultat 2****Le renforcement harmonieux des différents moyens d’existence par des actions collectives et concertées visant la conservation et la restauration des terres et la collecte des eaux, identifiées lors des PCP et adaptées aux changements climatiques est réal** | Indicateur 2 a***Proportion des jeunes et femmes acteurs des processus de consolidation de la paix dans les communautés ciblées faisant état d’avantages découlant de l’amélioration ou la création d’actifs dans la communauté*** | 5% | >=50% | Pas disponible  | Pas disponible  | Nécessité d’une enquête de terrain (prévue avant la fin du projet)   |
| Indicateur 2 b***Proportion des communautés ciblées où l'on constate une amélioration de la capacité de gérer les chocs et les risques liés aux conflits***  | 41,5% | >=50% | Pas disponible  | Pas disponible  | Nécessité d’une enquête de terrain (prévue avant la fin du projet)  |
| Indicateur 2c**Nombre de personnes ayant accès aux ressources naturelles d’une manière équitable et pacifique**  | TBD | 18 770 | 11 262  | Pas disponible  | Nécessité d’une enquête de terrain (prévue prochainement)  |
| Indicateur 2d% de personnes qui témoignent d’une réduction des tensions intercommunautaires grâce à une amélioration de l’accès équitable et pacifique aux ressources naturelles dans le cadre du projet PBF  | 96,5% | 100% | Pas disponible  | Pas encore disponible  |  |
| Produit 2.1**Renforcer les capacités de résiliences des communautés face aux menaces de natures climatiques ou sécuritaires** | Indicateur 2.1.1***Nombre de systèmes hydrauliques construits et gérés par les communautés***  | 2 | 10 | 6 | 6 | 6 puits réhabilités et dotés de pompes solaires |
| Indicateur 2.1.2***Nombre de bénéficiaires (femmes/jeunes) qui ont accès amélioré aux installations hydrauliques mise s en place par le projet dans les communautés ciblées*** | 3 263 | 6 900  | 4 140 | 3 263 personnes     | 12 villages bénéficiaires des ouvrages d’eau potable (environ 3263 personnes)     |
| Indicateur 2.1.3***Nombre de participants (jeunes) démontrant des connaissances avérées sur la maintenance <d’ouvrages hydrauliques*** | 1 | 100 | 60 | 31 personnes  | Activité réalisée du 17 au 26 octobre 2021 |
| Produit 2.2**Renforcer les capacités de résiliences des communautés face aux menaces de natures climatiques ou sécuritaires** | Indicateur 2.2.1***Nombre de personnes dans les regroupements communautaires (sociaux ou professionnels) ayant reçu au moins 5 messages clés sur les questions liées au changement climatique et leurs effets*** | 0 | 4 000 | 2 400 | 324     | Ces personnes formées vont former à leur tour d’autres personnes |
| Indicateur 2.2.2 ***Nombre d’ha de sites maraichers réalisés*** | 2,5 | 10 | 6 | 9    |  |
| Indicateur 2.2.3 ***Nombre d’ha d’aires délimité*** | 0 | 500 | 300 | 144 | Deux sites de 72 ha chacun ont été mis en place au niveau de la commune d’Ould Yengé. Au niveau de Ghabou, les concertations communautaires sont encore en cours. Activité conjointe GRADD, TENMIYA et GNAP.  |
| Indicateur 2.2.4 ***Nombre d’ouvrages hydrauliques réalisés*** | 1 | 10 | 12 | 12 | 8 puits équipés en pompes solaires en château d'eau, abreuvoirs + 4 puits surcreusés  |
| Indicateur 2.2.5 Nombre de dépôts/boutiques mis en place | 0 | 10 | 6 | Pas disponible  | Activité pas encore réalisée  |
| Indicateur 2.2.6 : Nombre de femmes/jeunes assistés à travers les AGR | N/A | 160 | 96 | Pas disponible  | Activité pas encore réalisée |

1. Au moment de la rédaction de ce rapport, le PAM et la FAO ont reçu 70% du budget et dépenses 87% des fonds disponible. Le 61% fait référence au budget total, en incluant aussi les 30% pas encore reçu. [↑](#footnote-ref-2)
2. Notamment, l’identification de tous les partenaires de mise en œuvre et la signature des conventions de partenariat ; les planifications opérationnelles des activités sur la base des priorités identifiées dans les planifications communautaires participatives (PCP) et les plans d’action communautaires ; le recrutement de l’équipe du projet, dont le coordonnateur et des staffs des deux agences qui sont affectés au déroulement des activités du projet, s’est achevé et l’équipe est opérationnelle depuis août ; la réalisation d’un étude de l’état de référence (baseline) dans la région du Guidimakha, effectué par le PAM en mars 2021 [↑](#footnote-ref-3)
3. Le premier plan concernait la période avril juin ; le deuxième juillet-septembre ; et le troisième octobre-décembre 2021 [↑](#footnote-ref-4)
4. Ce mécanisme est assuré ainsi qu’il suit :

	* Au **niveau national,** le comité de pilotage des 4 projets PBF mis en œuvre en Mauritanie est opérationnel depuis septembre 2021. Il est composé des ministère-clés et présidé par le Ministère des Affaires économiques et des secteurs productifs.
	* Au **niveau régional**, le comité régional INKA, qui est dans le comité de pilotage, a été mis en place et regroupe l’ensemble des 5 maires des communes concernées et les membres des AGLC. Il est présidé par un maire et le président du Conseil régional est membre du comité. Ce comité se réunit chaque 3 mois.
	* Au niveau des agences des Nations Unies, le PAM, la FAO et le Bureau du Coordinateur Résident assurent des réunions bimensuelles au **niveau de la capitale.**
	* Au **niveau du terrain**, des réunions incluant le staff du PAM et FAO ainsi que des partenaires coopérants sont aussi organisées deux fois par mois dans les sub-bureaux. De plus, un suivi rapproché des activités sur le terrain est garanti par l’équipe de la coordination du projet basée dans l’antenne du PAM a Sélibaby. [↑](#footnote-ref-5)
5. En effet, l’amélioration du niveau de vie de la communauté en fournissant des activités génératrices de revenus crée des opportunités d’emploi, réduit la concurrence et l’exploitation non équitable des ressources naturelles et favorise la connectivité des terres. L’enquête prévue avant la fin du projet permettra de mesurer l’impact positif des activités sur la cohésion sociale. [↑](#footnote-ref-6)
6. Source : Rapport UN BPF de Juin 2021 [↑](#footnote-ref-7)
7. [↑](#footnote-ref-8)
8. Sur la base d’une étude Baseline réalisée par le projet en mars dernier, les résultats de cette enquête ont montrés que plus de la moitié des répondants (53%) affirment qu’il existe des structures de prévention, de médiation et de gestion des conflits liés à l'accès aux ressources et plus de 9 fois sur 10, il y aurait une amélioration notoire de la cohésion sociale en dépit de la mise en place de ces comités. Le projet a d’abord voulu se concentrer sur l’existant, sachant qu’il a également programmé la création de nouvelles structures de dialogues (CLUBS DIMITRA). [↑](#endnote-ref-2)